

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): C'est ce qu'on nous a dit ce matin, mais ces réunions ont lieu pour permettre au gouvernement d'obtenir des renseignements précis des sociétés en cause, et rien de plus.

M. Lewis: Je demanderais au ministre s'il est en mesure de donner à la Chambre l'assurance que le gouvernement ne reviendra pas sur sa décision telle qu'annoncée par le premier ministre l'autre soir?

L'hon. M. Benson: Le premier ministre a énoncé la politique du gouvernement l'autre soir et nous ne l'avons pas modifiée.

M. Lewis: J'aurais une autre question supplémentaire à poser. Je demanderais au ministre si le gouvernement songe à autoriser l'Eldorado à acheter les intérêts de M. Roman dans les mines Denison pour ainsi garantir non seulement que cette grande réserve d'uranium reste aux mains de Canadiens mais aussi qu'elle demeure propriété publique.

L'hon. M. Benson: Pas pour l'instant.

M. John Gilbert (Broadview): Ma question s'adresse au ministre des Finances. Songe-t-il à frapper d'un impôt les mainmises étrangères pour y mettre fin au Canada?

L'hon. M. Benson: Non, monsieur l'Orateur. Comme mon honorable ami le sait, pareil impôt ne remporterait pas beaucoup de succès.

M. Gilbert: On n'en a jamais fait l'expérience.

M. Maurice Foster (Algoma): J'ai une question complémentaire à poser au ministre des Finances. Comme le gouvernement veut empêcher la vente des mines Denison à une société étrangère, exigera-t-il à l'avenir que les Canadiens aient un intérêt majoritaire dans toute exploitation de mines d'uranium dans notre pays?

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Benson: Bien entendu, le gouvernement devra examiner cette question à la lumière de la politique annoncée par le premier ministre.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Étant donné la dernière question et la réponse du ministre, celui-ci appliquera-t-il ce principe uniquement aux sociétés d'uranium ou aussi à l'industrie du pétrole et à toutes les autres industries du Canada?

L'hon. M. Benson: Mon honorable ami doit se rappeler que l'industrie de l'uranium est

placée sous contrôle fédéral, ayant été classée comme entreprise d'intérêt public.

M. Woolliams: Cela veut-il dire que d'après le ministre les autres industries que j'ai signalées ne servent pas l'intérêt du Canada?

Des voix: Oh, oh.

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: Le ministre invoque-t-il le Règlement?

L'hon. M. Benson: Je soulève la question de privilège, monsieur l'Orateur. Bien entendu, toutes nos industries sont d'intérêt public, mais cette industrie en particulier a été déclarée comme telle par notre Parlement.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Le gouvernement projette-t-il de faire une déclaration globale et détaillée sur la propriété étrangère au Canada?

L'hon. M. Benson: J'ai déjà répondu à la question.

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Ma question supplémentaire s'adresse également au ministre des Finances. Je voudrais savoir si les réponses qu'il a données aux questions précédentes montrent que le gouvernement actuel tend et vise à s'emparer des compagnies dirigées par des intérêts étrangers?

L'hon. M. Benson: Non, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: La question n'est pas recevable.

LA FISCALITÉ

LE LIVRE BLANC—LA POSSIBILITÉ DE LE RETIRER DE LA CIRCULATION

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Étant donné l'opposition grandissante du peuple canadien au Livre blanc sur la fiscalité, l'honorable ministre peut-il dire à la Chambre s'il a l'intention de le retirer de la circulation?

M. l'Orateur: Je me permets de suggérer à l'honorable député que des questions à peu près semblables ont été posées il y a quelques jours. Toutefois, le ministre peut peut-être répondre à la question de l'honorable député.

[Traduction]

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): J'ai beaucoup de respect pour les comités parlementaires dont l'un est saisi des propositions. J'espère que les députés du parti de